

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Déclaration de Giscard à Arras

UNE INSULTE AUX PEUPLES ALGERIEN ET FRANÇAIS

Le dimanche 16 octobre, Giscard inaugurait la tombe du soldat inconnu de la guerre d'Algérie. Dans le même cimetière, Notre-Dame-de-Lorette, repose le soldat inconnu de la seconde Guerre mondiale. Ainsi Giscard ose mettre sur le même plan la juste guerre antifasciste de 39-45 et la lutte d'agression contre le peuple algérien. La guerre d'Algérie a été et reste une guerre de pillage, une guerre pour le maintien d'un des pires systèmes coloniaux qui ait existé dans le monde. Mais Giscard semble être ailleurs. Il ose déclarer que l'armée colonialiste, commandée par les Massu et autres, s'est battue autant contre «le rebelle, l'insoumis, le patriote que la terreur aveugle, la maladie, le sous-développement et la faim».

On croit rêver, voilà l'armée colonialiste mère de famille, médecin. On peut dire que sa médecine fut



A la gare de Lyon (Paris), manifestation de rappelés contre la guerre d'Algérie en 1955.

particulièrement expéditive puisqu'un million de patriotes algériens furent massacrés. Et puis mettre sur le

même plan l'OAS fasciste et le FLN, il faut le faire.

Il poursuit : «Combien d'appelés n'ont-ils pas pas-

sé le plus clair de leur temps à construire des maisons, des écoles, des dispensaires, à creuser des points d'eau,

à lutter contre les épidémies etc. Tout est du même jus. Les appelés, bien peu d'entre eux étaient volontaires pour aller en Algérie et il a fallu bien des flics pour emmener les récalcitrants. Bien qu'étant jeunes, certains d'entre nous ont entendu bien des fois dans les gares, leurs parents dire : «Tiens, encore un qui ne veut pas y aller». Les appelés étaient soumis aux pires brutalités, à la terreur aveugle de quelques cadres fascistes, comme nous le montre «RAS», film sur la guerre d'Algérie. Et il a fallu la trahison des dirigeants révisionnistes du PCF pour renforcer la bourgeoisie, pour faire accepter cette sale guerre.

Giscard ne manque pas d'air. Dans son discours, il s'est lourdement apesanti sur la civilisation française en Algérie. Quelle civilisation que les camps de prisonniers, les tortures à la gégène ! Quelle civilisation que le dynamitage des maisons, les viols, les meurtres, les exécutions sommaires et les ratonnades en France, les disparitions dans les commissariats et les cadavres qui flottaient sur la Seine ! Son monument est une insulte au peuple algérien, aux centaines de milliers de progressistes fichés par les flics pendant la guerre d'Algérie (800 000), c'est une insulte aux morts de Charonne. Nous ne pouvons l'accepter.

• Paris

Action contre le film antichinois de Vienet

Dimanche après-midi, des militants marxistes-léninistes, intervenant au nom du Parti communiste marxiste-léniniste de France, ont interrompu la projection du film antichinois de Vienet, intitulé «Chinois, encore un effort pour être révolutionnaires». Cette action est déjà une réponse à l'odieuse campagne antichinoise mais elle ne suffira pas à calmer la haine des bourgeois contre la République populaire de Chine. Un communiqué a été remis à la presse. Il proteste «contre les médias qui tendent à faire croire au peuple français que la Chine est devenue révisionniste, bourgeoise et antirévolutionnaire» !

(Suite page 3)

Souscription...

60 MILLIONS AVANT LE 31 DECEMBRE! Nous devons gagner cette bataille politique

Le Comité Central du Parti communiste marxiste-léniniste de France nous a fait parvenir un premier versement collectif effectué par ses membres. Le montant global de ce versement s'élève à 3 796 F.

Le 14 octobre, le montant de la souscription s'élevait à 59 466,76 F (il était de 44 383 F le 7 octobre).

La progression est très nettement insuffisante, même si elle s'est accélérée au cours de la dernière semaine. C'est une bataille politique et nous devons la gagner. Certains lecteurs nous font part de leurs initiatives.

Un postier de Paris souligne dans sa lettre l'importance de la souscription : «Continuer les explications c'est bien et faire des bilans irréguliers c'est important pour savoir où on en est. N'ayons pas peur de la vérité, il ne faut rien cacher, on

en sera d'autant plus motivé.

«La souscription permanente est une bonne chose. Mais après l'objectif des 60 millions, il faudra continuer à en parler. Mon cas : quand j'avais acheté mon premier HR (hebdo), ça m'avait frappé. Je me suis dit : Voilà des gens qui s'occupent de leur journal, qui y tiennent, qui luttent. Ça fait sérieux. On est plus motivé et même en plus, c'est enthousiasmant. Le lecteur trouve que c'est vraiment SON journal et a envie d'y participer.»

Un travailleur de la Lainière à Roubaix nous a envoyé 100 F. Un couple de lecteurs de Nantes a repris l'excellente initiative suivante : «Nous avons lu la lettre d'un lecteur qui, gagnait 2 000 F environ par mois, s'engageait à verser 100 F par mois jusqu'au 31 décembre. Nous avons fait nos comptes par rapport à ce lecteur et nous nous engageons à verser 200 F par mois jusqu'au 31 décembre.»

Un couple de militants de Lille rappelle l'importance des petits sous : «Politiquement, il est certain que les petits sous des travailleurs sont très importants, ils permettent de faire connaître notre journal et montrent le soutien populaire qu'il peut obtenir. Souvent,

nous avons négligé ce travail alors qu'il est très important. Cependant, les sommes collectées ne sont jamais élevées (10 F de souscription à chaque vente, cela ne fait que 40 à 50 F par mois) même si leur valeur politique est importante.»

Ce sont tous ceux qui nous regardent avec une certaine sympathie qui doivent être contactés et non les seuls convaincus. C'est seulement ainsi que les petits sous peuvent faire les grandes rivières. Mais, direz-vous, cela suffira-t-il pour atteindre les 60 millions de centimes pour le 31 décembre ?



CANTINES

Les travailleurs et leurs enfants mal nourris

700 chercheurs ayant participé fin septembre à Nancy, au symposium international : alimentation et travail, viennent de lancer un cri d'alarme sur la mauvaise qualité de l'alimentation servie dans les cantines.

La «conséquence de cette mauvaise alimentation se résume dans ces chiffres : il y a en France 20 % d'obèses, 20 % de diabétiques, 10 % de personnes souffrant d'excès de graisses et de protéines avec des complications...»

Une lectrice de l'Essonne confirme ces déclarations. Elle a relevé le menu de la cantine maternelle où vont ses enfants. Le plat principal accompagnant la viande a été la semaine dernière : lundi : purée ; mardi : pâtes ; jeudi : riz ; vendredi : pommes persillées. Ces aliments sont semblables du point de vue alimentaire : ils sont riches en féculents (sucres) et pauvres en vitamines et en sels minéraux.

Ils donnent beaucoup de calories. Pris trop souvent, ils favorisent la constipation et l'obésité. Ces menus manquent donc d'équilibre et n'ont pas la variété nécessaire à la bonne croissance des enfants, puisque les aliments riches en vitamines, sels minéraux et celluloses manquent.

Patates, riz et pâtes sont bon marché. C'est la raison pour laquelle ces aliments sont si souvent au menu. Les économies et la recherche du profit dans les cantines se font au détriment de la santé des travailleurs et de leurs enfants. Si les parents de cette école ont le souci d'une alimentation équilibrée, ils devront nécessairement acheter les aliments chers, la cantine n'achetant que les moins chers. Sinon la santé des enfants en souffrira.

Nous demandons aux lecteurs et lectrices de faire ce type d'enquête concernant la vie courante (les jouets de Noël), les livres à la rentrée, etc.) et d'alimenter le journal avec les résultats de ces enquêtes.

Intoxication dans 2 collèges en 2 semaines

La recherche du profit dans les cantines et le mépris de la santé des enfants a parfois des conséquences graves. Les deux dernières semaines les écoliers de 2 collèges ont été intoxiqués :

- A Mougins près de Cannes, 150 collégiens ont été pris de malaises après le repas pris à la cantine scolaire le vendredi 7 octobre. Ils souffraient de fièvre et de vomissements.

- A Brignon (Gard) 10 élèves du CEG de la ville, âgés de 12 à 15 ans ont dû être hospitalisés à Nîmes le 13 octobre après avoir été pris de violents troubles intestinaux. Le 4 octobre dernier, 6 élèves du même établissement avaient été placés en observation à l'hôpital pendant 3 jours.

Ils sont riches

Ils écrasent. On porte plainte. Ils tabassent

Nous avons reçu la lettre suivante :

«Je travaille à Paris dans une agence d'une société et voici ce qui est arrivé à un livreur de cette agence :

Il y a 15 jours, quatre chauffeurs en DS noire - du beau monde - tous ivres, ont renversé la copine de ce livreur, qui traversait tranquillement la route. Elle s'est retrouvée à l'hôpital avec le bassin brisé, les deux jambes fracturées et est atteinte à la colonne vertébrale. De plus, elle est restée dans le coma après une tentative d'opération.

Le livreur porta plainte et le conducteur de la voiture est actuellement en prison.

Mais diable, le beau monde n'aime pas du tout qu'on s'attaque à lui ! Les copains du chauffard non contents d'avoir failli tuer une jeune fille, sont tombés à 15 un soir sur le livreur à la sortie de l'hôpital. Tous étaient en DS noires. Ils l'ont frappé avec violence et semblaient avoir l'habitude et l'expérience de ce genre de tabassage. Il est maintenant lui aussi à l'hôpital. Nous ne désespérons pas de faire arrêter les coupables. Mais n'est-ce pas, ils sont riches... alors...

Communiqué de la chorale

«La Communarde»

La chorale «la Communarde» communique que lorsqu'elle est contactée pour participer à un meeting ou autre manifestation, il est nécessaire que cela soit fait suffisamment à l'avance (3 ou 4 semaines) afin de pouvoir faire un travail sérieux. Elle aimerait également discuter avec les organisateurs avant toute manifestation publique pour pouvoir s'organiser et éviter d'éventuels malentendus. Les contacts peuvent être pris avec elle le jeudi soir de 19 h 30 à 22 h. Il est cependant nécessaire de prévenir avant de prendre contact. Pour tout contact écrire à notre journal.



● Argentine (2)

La résistance s'amplifie

Dans le quotidien précédent (daté de samedi) nous avons commencé un article sur l'Argentine que nous poursuivons aujourd'hui. Nous avons décrit le climat de répression qui sévit dans le pays (8000 morts et 30 000 disparus en 2 ans) et le soutien des révisionnistes argentins et français à cette dictature. Les révisionnistes soviétiques ne veulent pas être en reste et ils soutiennent matériellement le gouvernement de Videla.

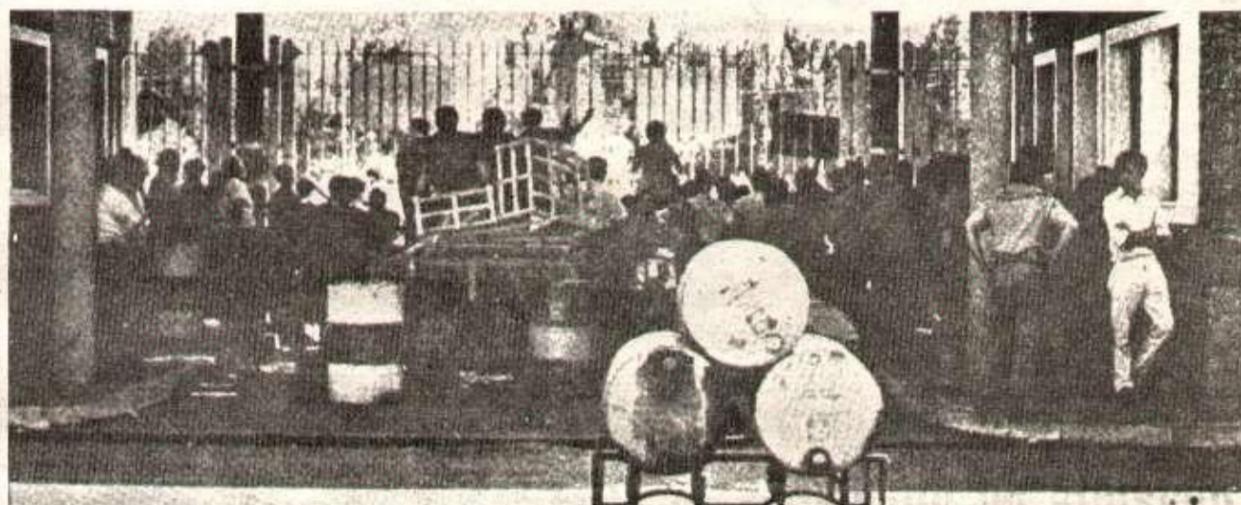
Le social-impérialisme soviétique essaye de marquer des points en Argentine, jusqu'à présent soumise à l'impérialisme américain. Une frange de la bourgeoisie, y

l'URSS a conclu un contrat avec le gouvernement de Videla, contrat stipulant que l'URSS s'engageait à acheter pendant dix ans toute la production que l'Argentine

aubaine pour la bourgeoisie argentine qui a du mal à écouler ses produits. Il sera d'autant plus nécessaire que la baisse du pouvoir d'achat s'accroisse avec les dernières mesures prises par le gouvernement, réduisant d'autant les capacités du marché extérieur à absorber les produits. Ainsi, l'URSS est complice intéressée de l'exploitation accrue des travailleurs argentins.

L'URSS a aussi beaucoup investi de capitaux dans l'in-

qui la soutiennent. C'est le Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine qui est à l'avant-garde. Il pratique une large politique de front en direction notamment de la bourgeoisie nationale anti-impérialiste et la bourgeoisie anti-social-fasciste (par exemple, les Péronnistes). Le Parti travaille dans le mouvement ouvrier qui a de grandes traditions de lutte révolutionnaire, parmi les paysans et dans l'armée.



Contre la violence réactionnaire de la dictature fasciste de Videla, le peuple d'Argentine oppose la violence révolutionnaire.

est d'ailleurs favorable.

Au mois de février de cette année, les représentants de l'URSS suivis de ceux des pays de l'Est se sont prononcés aux Nations Unies contre la désignation de l'Argentine comme pays où sont violés les droits de l'homme. Voilà pour ce qui concerne le soutien politique, mais celui-là n'est pas gratuit et il n'a fait que précéder un accord économique de grande envergure. C'est en septembre que

ne parviendrait pas à écouler sur le marché occidental. Un accord qui convient très bien à la vieille oligarchie de la viande et du blé représentée entre autre par Videla.

Mais cela ne suffit pas : l'URSS octroie également des crédits importants aux acheteurs argentins d'équipements soviétiques : crédits d'une durée de dix ans à très bas taux d'intérêt. Cet accord est une bonne

dustrie et les banques. La liste est longue mais ces données sont éloquentes pour bien voir où se situe l'URSS qui se présente toujours comme le meilleur défenseur des peuples.

Le peuple lui, refuse d'écouter les révisionnistes de tout bord et oppose à la dictature une résistance farouche.

LA RÉSISTANCE POPULAIRE S'AMPLIFIE

Elle s'organise et grandit de jour en jour. Cette lutte que mène le peuple est populaire, elle est dirigée contre la dictature et donc contre les deux superpuissances

Contrairement à ce que disent les révisionnistes français, la dictature de Videla est détestée par les couches populaires. Des grèves importantes secouent les secteurs de l'automobile, du verre, mais aussi les ouvriers agricoles. Tous les moyens sont mis en œuvre pour lutter contre la dictature par exemple les sabotages : à Buenos Aires, il y eut une interruption de courant pendant une semaine.

La junte de Videla a accru récemment l'exploitation et l'oppression du peuple à qui il interdit toute activité syndicale jusqu'en septembre 1978. A cela, le peuple répond par une résistance qui se durcit.

La campagne antichinoise du «Monde» A propos de l'Asie du Sud-Est

Dans sa campagne antichinoise «le Monde» n'est pas à un mensonge près. D'habitude ce travail est confié à Alain Jacob. Dans le numéro daté du 14 octobre 1977 Roland-Pierre Paringaux prend le relais.

Ce monsieur ose en effet écrire que les Chinois «soutiennent du bout des lèvres, et par principe, les mouvements communistes de la région» (Sud-Est asiatique). Par principe c'est évident puisque ce principe c'est l'internationalisme prolétarien, mais du «bout des lèvres» voilà qui est un peu fort. Chacun connaît en effet le soutien constant, aujourd'hui comme hier, du Parti communiste chinois aux luttes armées notamment, dirigées par les partis communistes en Birmanie, Thaïlande, Malaisie, aux Philippines, en Indonésie etc, comme à celle du peuple de Timor-Est dirigée par le FRETILIN contre les réac-

tionnaires indonésiens. Ce soutien multiforme et d'abord politique, n'empêche pas par ailleurs, suivant les 5 principes de la coexistence pacifique, le maintien de relations de bon voisinage entre la République populaire de Chine et les pays du Sud-Est asiatique.

Pour se convaincre de la réalité quotidienne de ce soutien il aurait suffi à M. Paringaud de lire les dépêches de l'Agence Chine-Nouvelle ou les messages chaleureux et sans équivoques adressés au XIe Congrès du Parti communiste chinois par tous les Partis communistes de cette région. Mais il est vrai que cela doit être le dernier souci de ce monsieur plus occupé à calomnier et déformer la politique extérieure du Parti communiste chinois fondée sur l'internationalisme prolétarien.

● RFA

La répression contre les intellectuels se développe

Alors que le gouvernement allemand a demandé l'extradition de Klaus Croissant avocat de la Bande à Baader et qu'il a emprisonné 7 de ses collaborateurs ou ex-collaborateurs, alors que des nouvelles lois allemandes tendent à assimiler la défense de certains militants politiques à de la complicité avec le terrorisme, une partie de la bourgeoisie allemande hurle à la répression et mène une campagne hystérique. Cette campagne est menée en particulier par le politicien démocrate-chrétien bavarois, Strauss et par les journaux du groupe Springer. La principale cible en sont les intellectuels qui se posent ouvertement des questions sur l'évolution de la société allemande. Parmi eux Heinrich Böll. Celui-ci a pourtant condamné l'action du groupe Baader et l'enlèvement du patron des patrons allemands Schleyer. Les arguments de ceux qui hurlent à la répression sont du genre : «les criminels de l'encrier» sont aussi coupables que le groupe Baader.

Cette campagne n'a pas tardée à être suivie d'effets : la semaine dernière 40 policiers ont effectué une rafle chez le fils de Böll, un délateur anonyme ayant averti la police de la présence chez lui de deux suspects.

D'autres intellectuels sont visés : Gunther Grass, Volker Schlöndorff par exemple.

Le PCF divisé

depuis une vingtaine d'années, et dont ils portent l'entière responsabilité.

Mais selon les informations et témoignages dont nous disposons à ce jour, il

Une chose est sûre, ces lettres montrent bien, une fois de plus, ce qu'était le XXIIe Congrès : l'abandon officiel de toute autre politique que celle faisant tout

passer par le «Programme commun». Cette politique ne permet en aucun cas de passer au socialisme. Elle a mené à l'impasse actuelle et ne peut mener qu'à l'échec.

Et c'est bien cette question de la voie qui mène au socialisme et de ce que doit être le nouveau pouvoir socialiste, qui est maintenant au centre des discussions de beaucoup de militants de base du PCF.

Bien sûr, cela ne se fait pas tout seul. Mais les deux lettres que nous publions dans les deux colonnes de gauche montrent que là où nos lecteurs et camarades discutent avec les militants de base du PCF, très vite, c'est cette question qui vient au centre des débats et que quelque chose est en train de changer à ce niveau.



ne ressort pas que ce soit l'idée la plus répandue chez les militants de base : la question qu'ils se posent de façon générale est plus importante que cela.

«La rupture de l'Union de la gauche amène forcément les militants de base du PCF à se poser des questions nombreuses sur la voie qui mène au socialisme, sur la question du pouvoir.»
(Un lecteur)

Interviewé jeudi dernier sur France-Inter, à la question «Mais la base vous suit-elle?», Marchais devait répondre : «Le Parti est unanime derrière sa direction». Que pouvait-il dire d'autre ? Il se contentait d'ajouter : «Qu'il y ait deux ou trois, peut-être dix, vingt, cinquante communistes, sur 600 000 qui aient des doutes, c'est possible...» et un peu plus tard : «Comment voudriez-vous que les communistes ne soient pas déçus?»

Ça, c'est ce qui est dit à la radio ou à la télé. Mais en réalité, le PCF est bel et bien divisé et cette division ne touche pas que «deux ou trois» adhérents.

Il y a tout d'abord les rivalités, les disputes, les querelles de sommet. On parle de heurts entre Leroy (tendance dure avec le PS) et Marchais (tendance molle) et on dit que c'est Leroy qui a imposé à Marchais d'arrêter les concessions faites au PS pour l'unité de la gauche. Qui peut savoir au juste ? De tout façon, là n'est pas l'essentiel.

Il y a aussi les lettres de militants de base citées dans la presse.

Telle cette lettre de plusieurs militants (parue dans le Monde) considérant que l'arrêt des concessions faites au PS (et du coup la rupture de la gauche) est contraire au XXIIe Congrès du PCF.

Telle cette lettre parue

60 millions avant le 31 décembre NOUS DEVONS GAGNER CETTE BATAILLE POLITIQUE

(Suite de la page une)

Cette lettre met le doigt sur l'importance de la mobilisation de tous les militants et sympathisants proches. Elles démontre par un calcul simple que c'est possible d'atteindre l'objectif fixé, si la question est prise en main : «Il suffirait que 2 000 personnes donnent 100 F par mois pour que le total soit atteint en trois mois. Cette somme est énorme pour certains camarades, mais d'autres peuvent aisément la donner et même plus en acceptant de sacrifier un peu de superflu. C'est notre cas, à ma femme et à moi-même, et nous ne l'avions jamais fait jusqu'ici.»

En agissant ainsi et en osant s'adresser aux masses, à nos collègues de travail... nous permettrons à l'Humanité rouge de continuer à vivre et à remplir son rôle de quotidien au service des travailleurs et des masses populaires qui aspirent à la révolution.

dans l'hebdomadaire du PCF «France Nouvelle» :

«Il vaut mieux que vous cédiez, plutôt que de tout remettre en cause.»

C'est-à-dire qu'existe cette tendance de «l'unité à tout prix» et sans principe avec les dirigeants socialistes qui ont toujours trahi les intérêts du prolétariat. Tendance que les dirigeants du PCF ont inculquée, surtout

Dans notre courrier

Nous avons choisi dans Deere d'Orléans. Elle est notre courrier deux lettres. La première nous décrit l'ambiance dans l'usine John bois du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).

«Ces travailleurs qui recherchent la discussion...»

«Depuis la rupture de l'Union de la gauche, certains adhérents et électeurs du PCF et du PS discutent plus volontiers avec les marxistes-léninistes, recherchent nos explications. Notre bulletin d'entreprise est souvent demandé par ceux qui n'ont pas pu se le procurer, nos diffusions à l'intérieur de la boîte étant systématiquement sabotées par les dirigeants du PCF (quand ils le peuvent). (...)

«Ces travailleurs qui re-

cherchent la discussion avec les marxistes-léninistes connus d'eux sont parmi les plus exploités et ils nous font part de leur déception et de leurs espoirs de changement. (...)

«L'un d'eux nous a dit : «Nous n'avons de réunions qu'une fois par mois, et encore ! On ne se préoccupe que de passer chercher notre argent et par contre nous n'avons jamais accès au débat. Ce sont les «chefs» qui décident toujours sans nous consulter.»

La seconde lettre raconte l'intervention d'un camarade de Saint-Nazaire dans une réunion publique du PCF (réunion publique de

cellule, semble-t-il). Elle est signée «Cercle de diffusion de l'Humanité rouge (CDHR) Chou En-lai».

«Quand j'ai évoqué la dictature du prolétariat...»

«Au cours de cette discussion j'ai deviné à plusieurs reprises un certain désarroi chez plusieurs militants. En tout cas, sauf à de rares moments, tous m'ont écouté avec patience. Les cadres ont même calmé un vieux militant quand j'ai expliqué que l'URSS était devenue une puissance impérialiste et que le PCF avait renié le marxisme-léninisme. Cette attitude m'a d'autant plus surpris que jusqu'ici, un des cadres présents maniait l'insulte à notre égard. (...)

«La discussion a aussi porté sur les nationalisations. (...) Ils m'ont expliqué leur conception de la «gestion démocratique». J'ai alors cité l'article paru dans «Options» à propos d'un cadre de la gare de Modane (1). J'ai dénoncé le caractère capitaliste de leur gestion à venir. Évidemment, ils ne voulaient pas le croire, mais ils ont été assez troublés, ils l'ont demandé les références exactes et ils m'ont dit qu'ils vérifieraient.

«J'ai ensuite attaqué sur l'affiche chauvine «Fabriquons Français» (2). Un de leurs cadres a signalé en passant que cette affiche leur avait déjà été reproché au cours d'une réunion publi-

que à Saint-Nazaire (J'ignore par qui). (...)

A chaque fois que j'ai évoqué la dictature du prolétariat, j'ai cru sentir un certain malaise. Jamais il ne m'a été répondu directement pour critiquer la dictature du prolétariat. Nous savons par ailleurs que plusieurs cellules de la SNIA et des chantiers de l'Atlantique n'ont pas été d'accord avec l'abandon de la dictature du prolétariat par le XXIIe Congrès du PCF. (...)

«Il est possible de s'adresser aux militants de base et même à certains cadres du PCF et d'être écoutés d'eux. (...) C'est un fait nouveau à Saint-Nazaire, tout au long de cette réunion, ils m'ont écouté et n'ont pas lancé les injures habituelles.»

(1) Dans cet article, un cadre, membre du PCF, futur gestionnaire des entreprises nationalisées, développait des conceptions identiques à celles des patrons aujourd'hui.

(2) Affiche bleue du PCF, collée partout. Elle développe l'idée essentielle du PCF en matière de production. Elle incite au racisme.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

Rassemblement national du 6 novembre

«OCTOBRE AUJOURD'HUI»

A la Mutualité de 13h à 22h

LES FEMMES DANS LA LUTTE DE CLASSE

Dans l'ambiance luxueuse et parfumée du Palais des Congrès, le premier festival de la femme a tenu ses assises qui représentent une véritable insulte à l'égard des femmes travailleuses. Jeudi soir une tribune élégante «débattait» avec la déléguée de Giscard à la condition féminine, Nicole Pasquier. Quelques questions surgies de la salle ont timidement abordé le problème du droit des femmes au travail. Questions on ne peut plus légitimes quand on sait que les femmes représentent près de 55 % des chômeurs. Parmi les jeunes le chômage frappe particulièrement durement : 65 % des chômeurs de moins de 25 ans sont des jeunes filles ! Et maintenant, après les jeunes et les immigrés voilà que le CNPF fait des femmes les principales responsables

du chiffre élevé du chômage !

Madame la déléguée fait preuve d'une belle franchise : « la fin du chômage n'est pas pour demain. Les femmes ne doivent pas se décourager pour autant, petit à petit si elles font preuve de persévérance, elles arriveront bien à se tailler une place au soleil dans la société ». «La déqualification ? oui, bien sûr cela existe, mais vous savez ce n'est pas propre aux femmes, les hommes aussi en sont victimes ! » «oui il y a plus de femmes sous-qualifiées, mais c'est un peu de leur faute : elles acceptent cela plus facilement que les hommes. » Suivait le couplet rituel sur la grande oeuvre du président de la république dont le coeur est si généreux qu'il peut à la fois réserver des trésors d'aff-

fection aux vietx et se soucier des femmes. Et enfin un appel discret du pied à bien voter pour les prochaines élections.

La veille, Gisèle Moreau, député du PCF avait participé à un débat avec un député RPR qui se terminait par le même souci électoral.

Les femmes n'ont rien à attendre de ces vieux partis bourgeois qui tous les exploitent et les méprisent. De plus en plus nombreuses elles s'engagent dans la lutte de classes, en développant le combat pour leur émancipation. Le 6 novembre, les communistes marxistes léninistes de France s'adresseront à elles aussi, ouvrières, paysannes, employées et ménagères qui sont la «moitié du ciel», pour leur faire connaître leur solidarité et leurs propositions.



Portes ouvertes au CNPP

Les problèmes d'emploi vus par les patrons

En prélude à ses assises nationales, le CNPP organisait, ce week-end, des «journées portes ouvertes» au Palais des congrès, Porte Maillot.

Seuls pouvaient y accéder ceux qui avaient une invitation, heureusement un ami nous en avait procuré. Ce que peuvent dire ces messieurs quand ils se croisent, ça ne ressemble plus tellement aux discours que M. Ceyrac fait pour la galerie. Nous avons pu le constater lors du forum intitulé «les problèmes du chômage tels qu'ils sont».

M. Lepoyvre, président d'Assimilor a d'abord expliqué qu'il ne fallait pas confondre demandeurs d'emploi et chômeurs. Puis il est rentré dans «l'analyse des stocks de demandeurs d'emploi»; oui, c'est ainsi que les patrons parlent des travailleurs au chômage, ils sont seulement en stock, en attente d'utilisation.

Il faut donc d'abord déduire du «stock» ceux qui auraient pu oublier de se faire radier et ceux qui se sont inscrits dans le seul but de préserver leurs droits sociaux, soit 20%; après ça, on n'a plus que 850 000 demandeurs d'emploi ! Ensuite, il faut distinguer le «flux et le stock»: ceux qui sont en transit entre deux emplois à cause des

restructurations nécessaires de l'appareil de production et les autres. Au passage, ce monsieur signale qu'il considérerait comme très normal un flux de deux millions de travailleurs, il paraît même que ce serait un signe de bonne santé de notre économie !

Enfin, il faut distinguer ceux qui cherchent vraiment du travail de ceux que M. Lepoyvre appelle les demandeurs conditionnels: tous ceux qui ont des exigences de lieu, de temps, de qualité de travail, de salaire, etc. Il donne comme exemple 150 000 jeunes filles de 16 à 19 ans inscrites à l'ANPE et qui «exigent de trouver des emplois qui n'existent pas».

Voilà comment nous

avons en France moins de 500 000 chômeurs ! Et encore, cela n'est pas si grave, car en-dessous de ce chiffre la mobilité de la main d'œuvre serait insuffisante.

Quant aux causes du chômage, outre que l'Éducation nationale ne forme pas en fonction des besoins, M. Lepoyvre en a cité trois: les demandeurs d'emplois ne sont pas pressés et préfèrent attendre, un certain nombre de jeunes répugnent à travailler en usine, et surtout les femmes qui se sont mises en tête de travailler. Mais il y a un remède, il suffit

de donner aux entreprises la liberté de licencier, et elles hésiteront moins à embaucher !

Malgré les précautions prises pour filtrer les participants, les contestations dans l'assistance ont été nombreuses. Une femme, notamment, est intervenue pour protester avec véhémence; un délégué patronal à l'emploi des Hauts-de-Seine lui a répondu: «Les femmes demandent l'égalité complète avec les hommes, mais sont-elles prêtes à accepter les travaux les plus rebutants», laissant entendre qu'on

pourrait envisager de leur confier les travaux les plus durs réservés jusqu'à présent aux immigrés.

Sur la fin, ça devenait presque houleux, et pour se tirer de ces attaques imprévues, le président Lepoyvre invoqua les exigences de l'horaire, mais avant cela, en guise de conclusion, il avait affirmé: «L'entreprise est d'abord faite pour créer de la valeur ajoutée (traduisez des profits) et non pour créer des emplois, c'est une aberration de marcher sur la tête et de faire l'inverse de ce pourquoi elle est faite».

• A.O.I.P. (Evry)

ECHEC A UN LICENCIEMENT

L'article 31 de la convention collective de la métallurgie de la région parisienne, signée par FO et la CGC, permet aux patrons de licencier les travailleurs qui ont épuisé leurs droits aux indemnités que ce soit pour maladie ou accident, en leur faisant porter la responsabilité de la rupture du contrat de travail.

Pour la première fois (à notre connaissance) la direction de l'AOIP a essayé de mettre en application cet article crapuleux, ce qui va de pair avec sa politique actuelle de lutte contre «l'absentéisme»: elle prétendait en effet «mettre fin au contrat» d'un camarade alors en maladie et le convo-

quait, en espérant que l'entrevue se passerait bien, c'est-à-dire entre quatre murs avec seulement les dirigeants et le travailleur visé, éventuellement assisté d'un délégué.

Seulement, ce n'est pas un travailleur qui est venu assister notre camarade, mais des centaines !

A l'appel des sections CFDT et CGT de l'usine, la très grande majorité du personnel a débrayé pour soutenir le camarade, mais aussi pour imposer la non-application de l'article 31 à l'AOIP.

Lors du débrayage (une heure) de nombreux travailleurs sont entrés dans le bu-

reau du directeur pour demander des comptes. Les représentants de la direction furent contraints de conclure que «l'entrevue n'avait pu se tenir», et le lendemain, la direction annonçait l'annulation de la mesure de licenciement et que le camarade pouvait reprendre son travail.

C'est l'action de masse des syndiqués et non-syndiqués qui a permis cette victoire. Tant que la direction ne se sera pas engagée à ne pas employer l'article 31, il nous faut rester unis, vigilants et prêts à repasser à l'action, dans l'intérêt des travailleurs de l'AOIP, mais aussi de tous les métallos. Correspondant HR

Racisme

• Orléans-La Source

Un immigré tabassé dans le commissariat

M. Maati-Britit, ouvrier marocain, a porté plainte pour coups et blessures portés contre lui par cinq policiers.

A 18 heures, au bureau de poste de La Source, il demande à connaître l'origine de sa lettre recommandée avant de l'accepter. Ensuite, il veut téléphoner au Maroc. Le receveur (un réactionnaire fini) téléphone aux flics qui embarquent le travailleur marocain. Au commissariat, on lui passe les menottes, mains dans le dos et cinq flics le rouent de coups.

Ensuite, les flics appellent les pompiers qui transportent M. Britit ligoté sur un brancard à l'hôpital psychiatrique de Fleury-les-Aubrais. L'interne de service refuse de le reconnaître comme «fou». Il constate les plaies et hématomes et établit un certificat médical. 48 h après, les coups étaient si visibles que le médecin traitant de M. Britit a pu dresser un certificat médical confirmant le premier. Évidemment, les flics démentent et ont écrit à la presse pour se plaindre du procès d'intention qu'on leur fait. Les pauvres ! Une enquête est ouverte.

• Grenoble

Un Marocain blessé à coups de pistolet

M. Achi Bellaoui a été grièvement blessé vendredi soir par deux personnes dans la rue à Grenoble. Il est dans un état grave. Ses agresseurs l'ont interpellé et lui ont demandé ses papiers. L'un d'entre eux s'est fait passer pour un policier. Un des agresseurs lui a volé son portefeuille et s'est enfui avec. Poursuivi par le travailleur marocain, il lui a tiré dessus. Les deux individus ont été arrêtés.

Même si apparemment il ne s'agit que d'un vol, le fait de s'attaquer systématiquement à des immigrés en sachant parfaitement qu'on sera moins gravement puni constitue un acte raciste.

• Orléans

Succès de la manifestation de soutien aux MJC en lutte

Succès de la manifestation de soutien aux MJC en lutte.

Le samedi 15 octobre, c'est environ 2 000 personnes qui ont défilé dans les rues d'Orléans dans une atmosphère de lutte et de fête.

Étaient présents de nombreux groupes culturels qui animèrent l'après-midi - musique, chanteurs, théâtre.

Cette lutte a une répercussion évidente au niveau national car en fait ce ne sont pas tant les sept directeurs qui sont concernés que l'indépendance des MJC elles-mêmes par rapport au pouvoir en place. 2 000 personnes autour des MJC, c'est féja une victoire, cela montre que le soutien s'élargit, est actif et que la lutte est comprise par nombre de gens.

Cela est un démenti cinglant à la mairie qui prétend que la lutte est isolée et que les MJC regroupent une poignée d'individus louches.



Au départ de la manifestation (Photo HR).

Imaginez même que dans les couloirs des MJC les jeunes gens s'embrassent et pour la mairie, c'est le comble de la perversion.

Pendant ce temps-là, la Fédération régionale des MJC employant les directeurs a refusé la conciliation au tribunal et maintient le licenciement de quatre directeurs (au lieu de trois comme il a été dit dans l'Humanité rouge bimensuel No 16). Deux directeurs

sont en cours de licenciement, leur cas n'a pas encore été «étudié» à fond.

Par contre, la dite fédération a été condamnée à payer le préavis de licenciement y compris les augmentations de salaire appliquées à partir du premier octobre. De plus, il n'a pas été prouvé qu'il y ait faute grave justifiant le licenciement. Il y aura une nouvelle audience le 30 novembre. La lutte continue.

Communiqué

• Bagnols-sur-Sèze (Gard)

Une deuxième affaire

Furnon ?

La réaction anti-syndicale de Monsieur Rossi, patron de la STRA de Sauveterre nous le laisse penser. Qu'on en juge: les syndicats CGT-CFDT réclament des élections de délégués du personnel. Il a fallu une mise en demeure de l'inspection du travail pour imposer ces élections !

Avant celles-ci, un tract diffusé par un certain Pinotti dans le plus pur style Furnon et Cie condamnait les organisations syndicales et se faisait le propagandiste de la démagogie de Rossi.

Au cours des élections, des menaces envers les futurs délégués, des pressions envers le personnel furent exercées dans l'intention de les faire avorter. Malgré ça, les élections ont lieu. Des délégués CFDT et CGT ont été élus. Mais lorsque ces deux syndicats s'avisent de désigner leurs délégués syndicaux, nouvelle attaque de M. Rossi, qui assigne les organisations syndicales en justice pour désignation illégale. Rossi perd le procès mais continue sa répression: avertissement à un délégué pour discussion avec le personnel cinq minutes avant la débauche dans les vestiaires; mise à pied de deux jours avec promesse de licenciement à une employée

qui depuis un an embauchait à 8 h 30 et à qui on imposa de prendre son travail à 8 h malgré les problèmes de transport que cela lui posait, sans même lui laisser le temps de prendre des dispositions; interdiction aux délégués postés de rentrer dans l'usine en dehors de leurs heures de travail; refus d'heures de délégation au délégué sans avertir 24 heures à l'avance (contraire à la législation).

Jusqu'où ira M. Rossi ? Croit-il ainsi maintenir sa souveraineté sur les trois services STRA, STRA-diffusion, SEM ? Croit-il faire fléchir les organisations syndicales et continuer à exploiter en toute impunité son personnel ? Espère-t-il renouveler à Sauveterre l'affaire Furnon ?

Les organisations syndicales CFDT-CGT appuyées par les travailleurs de la STRA répondent non. Les délégués CFDT et CGT seront et resteront présents malgré les menaces de Rossi pour défendre les droits et les intérêts des travailleurs de la STRA.

UIS CFDT Bagnols/Sèze
UL CGT Laudun
Section STRA syndicat
Chimie-CFDT
Syndicat Chimie-CGT STRA